

<p style="text-align: center;">REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION RELATIVE AUX ETENDUES RESPECTIVES DE LA ZONE CONCURRENTIELLE ET DE LA ZONE DE QUASI MONOPOLE DE L'OPERATEUR HISTORIQUE</p>
--

Question 1. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité

Les marchés de gros sous-jacents aux communications interpersonnelles nationales entre abonnés d'opérateurs différents et présentant des caractéristiques similaires sont :

1. Le marché de la terminaison d'appel vocal
2. Le marché de terminaison SMS
3. Le marché de terminaison MMS

Nous estimons que l'analyse de marché de l'Autorité devrait porter sur ces trois marchés, quitte à ce que les remèdes soient différenciés. La présente analyse de marché omet d'analyser le marché du MMS, pour des raisons qui ne sont pas explicitées. Sur le marché de détail des communications interpersonnelles, le MMS n'a pas encore été intégré aux offres d'abondance d'entrée de gamme, compte tenu de prix de gros qui paraissent très largement déconnectés des coûts de production. Le marché national de gros ne s'autorégule pas. Il paraît difficile de faire l'économie d'une analyse plus approfondie avant de conclure à l'absence de nécessité d'une régulation de la TA MMS.

Les marchés de gros sous-jacents aux relations entre des abonnés individuels et des entreprises proposant des services sont :

4. Le départ d'appel vocal vers les SVA et les peines et soins associées
5. Les marchés du SMS push et du SMS +
6. Le marché de la terminaison data

Ces trois segments sont largement substituables, par exemple pour les services de renseignement, de jeux, de voyance, de charme, ou de micro paiement, en particulier à partir des mobiles. La position de l'Autorité n'est pas homogène sur ces segments. Les départs d'appels vocaux sont régulés de manière indirecte par un principe de tarifs raisonnables. Dans la présente consultation l'Autorité s'interroge sur la pertinence d'une régulation du SMS push. Les marchés de SMS+ et des terminaisons data ne sont pas régulés. Le groupe Iliad estime que l'Autorité gagnerait, dans la durée, à faire un choix homogène et cohérent sur ces différents segments :

- soit les relations entre professionnels, opérateurs d'une part et fournisseurs de service d'autre part, doivent être fondées sur la libre négociation commerciale, auquel cas, il serait nécessaire d'abroger les contraintes pesant sur les opérateurs dans leurs négociations avec les fournisseurs (départ d'appel, peines et soins, sms push) ;

- soit l'Autorité estime que le libre jeu du marché ne peut suffire à atteindre un optimum économique sur le marché d'interface entre opérateurs et fournisseurs de services, et qu'une régulation est nécessaire ; dans ce cas, la régulation ne doit pas se limiter aux services vocaux et push, mais également et surtout encadrer les principes et niveaux de rémunération des opérateurs fixe et mobile pour l'acheminement des services data.

Question 3. Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.

Les tarifs sont situés cinq à dix fois au dessus des coûts de production et peuvent être supérieurs aux plafonds européens. Il y a une rigidité à la baisse, car les opérateurs mobiles historiques ne souhaitent pas voir baisser leurs chiffres d'affaires. La conséquence est que les offres d'entrée de gamme ne comprennent pas d'abondance vers les MMS, car la prise de risque d'une éventuelle asymétrie est disproportionnée sur le marché de gros. Une régulation de la TA MMS, si ce n'est vers les coûts, au moins vers des tarifs raisonnables, est indispensable pour prévenir une fuite de ce type de correspondance vers des purs players, qui bénéficient d'une TA data gratuite.

Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Le groupe Iliad adhère à l'analyse de l'Autorité.

Question 5. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Le groupe Iliad adhère à l'analyse de l'Autorité.

Question 6. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur

destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.

Le groupe Iliad adhère à l'analyse de l'Autorité.

Question 7. Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision

Pour la partie relevant des communications interpersonnelles, le groupe Iliad adhère assez largement à l'analyse de l'Autorité, à l'exception du point aveugle sur les MMS.

Pour la partie relevant de la mise en relation entre abonnés de détail et fournisseurs de service, nous pensons que l'analyse de l'Autorité est nettement insuffisante. Les substituabilités entre services vocaux, SMS et data ne sont pas prises en compte. Les dysfonctionnements actuels en matière d'accessibilité des services data et de rémunération des opérateurs pour assurer cette accessibilité ne sont pas évoqués. La question d'une régulation de la terminaison data, fixe ou mobile, aurait mérité d'être traitée au regard des enjeux concurrentiels, pour certains supranationaux. Les éventuelles difficultés juridiques à la mise en place d'une telle régulation auraient méritées d'être abordées franchement, afin le cas échéant de pouvoirs être soumises au parlement et aux instances européennes.

Question 8. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant les problèmes concurrentiels rencontrés sur les marchés analysés.

La surtarification de la TA voix mobile pénalise les opérateurs (i) ayant des parts de marché moins importantes que les deux opérateurs leader (ii) les offres d'abondance vocale à partir des fixe ou des mobiles. Ce point nous semble insuffisamment abordé dans l'analyse.

La surtarification de la TA MMS avantage les opérateurs ayant une part de marché importante et donc un taux d'on net plus élevé et décourage les petits opérateurs de proposer des offres d'abondance MMS en entrée de gamme.

Le déséquilibre de part de marché entre les opérateurs nationaux et les principaux fournisseurs de services mondiaux est telle que les opérateurs nationaux n'arrivent pas à se faire rémunérer pour l'acheminement de flux data, dont l'essentiel de la valeur est captée par les fournisseurs de service. La presse se fait largement écho des dysfonctionnements induits sur le marché de détail.

Question 9. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la pertinence des marchés de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS pour une régulation ex ante.

Le groupe Iliad adhère à l'analyse de l'Autorité, à l'exception des conséquences néfastes et anticoncurrentielles liées à la surtarification actuelle des TA voix mobiles, qui nous semble sous évaluée par l'Autorité.

Question 10. Les acteurs sont invités à se prononcer sur le caractère raisonnable (i) d'une forte réduction du nombre de points d'interconnexion pertinents dans le réseau fixe de France Télécom (y compris pour sa partie RTC) ainsi que (ii) d'une période de mise en œuvre limitée à 2 ans.

Les interconnexions montées sur un nombre significatif de points d'interconnexion France Télécom fonctionnent parfaitement, les équipements sont amortis et leur coût de maintenance est faible. Démonter un équipement qui fonctionne engendre des coûts et n'apporte aucun bénéfice. Nous comprenons que France Télécom souhaite réduire progressivement son nombre de commutateurs CAA, et donc diminuer son nombre de points d'interconnexion.

Ce mouvement se fera progressivement, en fonction des intérêts technico économiques des parties en présence et de l'obsolescence du matériel. Il ne nous semble pas être du rôle de l'administration de définir un schéma d'extinction différent de celui fixé par le marché, car il n'y a pas de difficultés concurrentielles qui, au cas d'espèce, le justifierait. Le marché du transit est concurrentiel en France.

Par ailleurs, l'interconnexion IP telle qu'elle mise en œuvre à ce stade NE FONCTIONNE PAS.

Les normes SIP et SIP-I sans PRACK retenue par la FFT sont incompatibles avec certains réseaux d'accès. La norme SIP-I avec PRACK mise en œuvre à l'interface n'est pas implémentée par certains opérateurs.

En effet, le PRACK est implémenté par de nombreux constructeurs, dont Cisco et NSN. L'absence de ce message conduit les constructeurs, en respect des normes en vigueur, à ne pas tenir compte des changements de codecs et d'adresse de machine jouant le flux média dans les messages subséquents de signalisation. Il en résulte la présence quasi systématique de communications dites « blanches » car la machine jouant la sonnerie est différent de la machine connectée. Idem pour la messagerie vocale qui est une machine différente de la machine qui joue le retour de sonnerie.

Tant que ce problème ne sera pas résolu, il serait déraisonnable et disproportionné pour l'Autorité d'imposer une interconnexion IP, au regard des conséquences possibles (numéros d'urgences, isolement de certains réseaux, non acheminement de certaines communications interpersonnelles, ...).

Question 13. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur l'encadrement tarifaire envisagé par l'Autorité concernant la prestation de terminaison d'appel SMS fournie aux opérateurs mobiles tiers.

Le groupe Iliad adhère à l'analyse de l'Autorité.

Question 14. Les acteurs sont invités à se prononcer sur la pertinence de fixer un encadrement tarifaire pluriannuel pour la prestation de terminaison d'appel SMS dite « Push » et le cas échéant à commenter les modalités de cet encadrement.

Nous n'observons pas de dysfonctionnement majeur sur ce marché, qui connaît une croissance soutenue et est plébiscité par les usagers finaux. Une régulation paraît donc inutile. Si une régulation était mise en place, elle devrait s'attacher à sécuriser les niveaux tarifaires actuels ou leurs évolutions plutôt que de s'attacher à transférer arbitrairement de la valeur entre les parties, opérateurs mobiles ou fournisseurs de services.

Question 15. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l’Autorité n’a pas posé de questions particulières aux acteurs.

Il manque un pan complet d’analyse sur la TA data et les dysfonctionnements existants ou potentiels des marchés de gros entre opérateurs et fournisseurs de services OTT (notamment vidéo).